

# *L'autre Amérique*

n°7, juin 1994, revue trimestrielle 25,00 francs

**Le féminisme provoque des  
reclassements politiques**

page 3

**Decatur : zone de guerre**

page 12

**Une économie au service  
des communautés**

page 20

**Original Faubus Fables**

page 21

**Livres & revues**

page 22

**SYLÉPSE** EDITIONS

# LE FÉMINISME PROVOQUE DES RECLASSEMENTS POLITIQUES

Jo Freeman  
*Off our Backs*, janvier 1993

**L**ors des conventions républicaine et démocrate de 1992, les fortes tendances qui étaient à l'œuvre depuis une vingtaine d'années ont culminé. Le féminisme a polarisé les deux plus importants partis politiques. La position de chaque parti sur cette question s'est institutionnalisée au point qu'elle n'est plus évacuée du débat, et les différences de point de vue apparaissent clairement aux yeux des électeurs. Sur la question féministe, les partis n'empruntent pas la voie traditionnelle de présentation de différents points de vue sur un même thème ou même d'occupation de terrains déjà balisés par l'autre parti. Ils présentent deux visions conflictuelles de la façon dont les Américains devraient organiser leur vie de tous les jours.

Quoique les plates-formes des partis et les discours durant les conventions furent consacrées à de nombreuses questions, la vision de chaque parti peut être résumé dans un slogan.

Les républicains ont clairement articulé le leur en termes de «valeurs familiales». Bien que la plate-forme ne définisse pas ce slogan, les documents et les discours de ce parti indiquent qu'il s'agit d'un renforcement de la famille traditionnelle, patriarcale, biparentale, au sein de laquelle le mari gagne l'argent du foyer, la femme s'occupe du ménage et les enfants sont soumis à l'autorité parentale.

Les démocrates tentèrent d'utiliser leur stratégie habituelle de préemption et de cooptation par emprunt du phrasé républicain pour l'utiliser dans un contexte différent, mais cette utilisation a été démentie par le contenu du discours lui-même. En réalité, les démocrates ont intégré la revendication féministe qui considère que «le personnel est politique» et ont incorporé dans leur programme des problèmes qui jusqu'alors semblaient purement liés au privé. La

---

## *L'autre Amérique*

Éditions Syllepse  
42 rue d'Avron, 75020 Paris  
tel / fax : (33) 1 42 40 35 73

rédaction

Pierre Bravo Gala, Marie-Agnès Combesque,  
Patrick Le Tréhondat, MM, Patrick Silberstein,  
Sylvain Silberstein, Jean-Jacques Ughetto.

directeur de publication: Patrick Le Tréhondat

ISSN 1243-8294

n° CPPAP 74310 – imprimé par nos soins

## ABONNEMENT

**5 numéros : 100 F**

chèques à l'ordre des Éditions Syllepse

---

question la plus controversée est celle de l'avortement. La plus récente est celle du harcèlement sexuel. Il y a également beaucoup d'autres questions comme les abus conjugaux et l'inceste, la décriminalisation des homosexuels, des lesbiennes et des autres modes de vie non-traditionnels, ainsi que les propositions pour réduire le conflit entre travail et obligations familiales.

### Le tournant de 1972

Lorsque le mouvement féministe a émergé au milieu des années 60, les principaux partis ne considéraient pas les femmes, sans parler des féministes, comme dignes d'attention. Le soutien à l'amendement en faveur de l'égalité des droits (*Equal Right Amendment*, ERA) avait été supprimé de la plate-forme démocrate de 1960, comme il le fut en 1964 de celle des républicains. En 1968, la référence de la plate-forme républicaine n'indiquait que le «problème des citoyens largement désavantagés dans notre société en raison de leur race, couleur, origine nationale, croyances ou sexe». La plate-forme démocrate n'allait pas plus loin. Les mots de «femme» ou «sexe» n'apparaissaient pas dans ses documents.

1972 fut un tournant. Dès 1970, le mouvement féministe fit irruption sur la scène publique. En 1971, le *National Women's Political Caucus* (NWPC) fut fondé pour inciter les femmes à s'engager dans les courants politiques, y compris dans les deux principaux partis. Lors de leurs conventions de 1972, les partis démocrate et républicain poussèrent les féministes à développer leurs revendications dans les plates-formes électorales et à élargir le nombre de femmes déléguées. Quoique les activités des féministes à la convention démocrate furent plus connues du public, les deux partis ont réussi à tenir ces objectifs. La défense de l'ERA fut intégrée dans les deux plates-formes ; mais les propositions d'articles sur l'avortement furent refusées. Le pourcentage de femmes déléguées à la convention démocrate passa de 13 à 40% et de 17 à 30% chez les républicains.

Cette forte augmentation fut aussi le résultat d'un mouvement de réformes que les femmes avaient lancé à l'intérieur du Parti démocrate. Alors que ce mouvement pour décider de nouvelles règles amoindrissant le pouvoir des machines locales était plus stimulé par le mouvement des droits civiques et le mouvement anti-guerre que par le féminisme naissant, il s'est présenté une opportunité que le NWPC a utilisée en faveur des droits des femmes.

En 1976, les féministes furent assez fortes dans les deux partis pour engager des batailles importantes. Mais, chacune de leur côté, elles durent les organiser autour de batailles différentes. Le combat à l'intérieur du Parti démocrate se focalisa à propos de la règle des «50-50» qui proposait qu'à partir de 1980 toutes délégations soient paritaires. Ce changement avait été proposé en raison de la chute brutale de 40 à 34% du nombre de femmes déléguées à la convention de 1976. Cependant, cette bataille fut perdue dans la commission statutaire avec, il est vrai, une minorité significative qui la soutenait ; le potentiel de combat sur ce terrain ne fut pas pour autant épuisé. Lors de sa campagne, Carter contrôlait une majorité de votes et ne soutint pas les «50-50». Cependant, il existait la possibilité d'une furieuse bataille sur cette question, particulièrement à un moment où le Parti démocrate croyait deviner sa prochaine victoire aux élections. Carter fit un compromis pour promouvoir une répartition égale pour les prochaines conventions et le conflit fut évité. En décembre 1979, la convention démocrate vota l'exigence d'une composition paritaire de toute future délégation.

À la convention républicaine de 1976, le combat se concentra sur la question de l'ERA dans la plate-forme du

parti. Quoique qu'apparemment polarisé entre les Stop ERA de Phyllis Schlafleys et les féministes républicaines adhérentes du NWPC, cette discussion fut subordonnée à la lutte entre les fractions de Reagan et Ford et ce sont ces deux autres questions qui décidèrent de ce que fut la plate-forme du parti (...). Aussi, en 1976, Stop ERA gagna momentanément en mobilisant les partisans de Reagan pour retirer la clause sur l'ERA. Défait dans ce sous-comité de discussion de la plate-forme, l'ERA fut ensuite réinscrit par 51 voix contre 47 dans la plate-forme, et allait devenir le sujet d'un affrontement majeur. Cependant Reagan souhaitait que débat ait lieu sur deux questions seulement et l'ERA n'en faisait pas partie. (...).

### L'offensive de la droite chrétienne

En 1980, aucune convention ne vit autant d'affrontements. Encore qu'il était clair en lisant les plates-formes que la polarisation sur les questions féministes qui avait émergé en 1976 allait s'approfondir. Féministes et anti-féministes avaient établi leur hégémonie sur leur parti respectif depuis 1980 et consolidaient leur pouvoir.

Le peu de féministes restant dans le Parti républicain n'avaient pas pris activement part à la victoire de Reagan et l'ERA fut supprimé de la plate-forme par un vote de 90 contre 9. Le droit à l'avortement reçut plus de soutien que l'ERA. Une motion pour une reconnaissance neutre du droit de libre pensée sur ce sujet fut battue par seulement 75 contre 18.

Du côté des démocrates, la minorité féministe considérait que la question du programme était réglée et le problème qui était posé n'était plus ce qu'il fallait défendre mais comment le défendre. Les féministes proposaient que «le parti démocrate ne soutienne pas financièrement les candidats qui ne reconnaîtraient pas l'ERA» et voulaient obtenir l'engagement du gouvernement à financer les avortements pour les femmes les plus pauvres. Carter ne défendit aucune de ces propositions durant sa campagne. Elles furent d'ailleurs votées durant la convention elle-même sans beaucoup de discussions, par applaudissements de pure forme et, plus tard, par une majorité simple.

En 1984, féministes et anti-féministes avaient complètement imprégnés les deux partis et pouvaient se considérer comme des acteurs à part entière à l'intérieur des campagnes présidentielles. La vice-présidente de NOW (*National Organisation of Women*) fut intégrée dans le comité démocrate élaborant la plate-forme de Mondale avec toute autorité pour signer toute proposition en faveur des femmes. Phyllis Schlafley eu un siège au sous-comité de défense de la plate-forme des républicains et influa sur les orientations et notamment sur le vocabulaire utilisé dans d'autres comités à travers les supporters de l'*Eagle Forum*. Rien sur la question des femmes ne fut inscrit dans la plate-forme sans son agrément.

Les féministes tentèrent prioritairement de convaincre Mondale de se présenter avec une femme. Elles célébrèrent leur victoire lors de la convention quand celui-ci accepta. De leur côté, les féministes républicaines boycottèrent leur convention considérée comme futile (...). En dehors de la convention, NOW n'organisa pas de marche comme en 1976 et 1980. Du côté républicain, 1 700 personnes se rendirent à une fête organisée par le trésorier de Schaffly où des féministes connues furent parodiées.

Le conflit émergea de nouveau lors des conventions de 1988, mais il fut subtil, assourdi par le désir des féministes dans chaque parti de voir leur candidat gagner et d'être en bon terme avec celui-ci. Les démocrates rédigèrent une plate-forme féministe après consultation de différentes organisations, mais les

mentions sur l'ERA et l'avortement disparurent ensuite du projet initial. De réel pouvoir d'influence à l'intérieur du Parti démocrate en 1984, NOW fut réduit au rôle de commentateur en marge qui observait comment les intérêts des femmes n'étaient pas pris en considération. D'autres organisations de femmes déclarèrent à la presse que les femmes étaient tellement intégrées que leurs revendications n'avaient plus à être satisfaites comme dans le passé.

A la convention républicaine, l'avortement, qui avait été contourné par les féministes républicaines dans les années 70, redevint la question n° 1. Cependant, la plupart des premières féministes n'étaient plus dans le parti ou étaient devenues membre de l'équipe de Reagan et étaient plus intéressées à éviter les divisions que de faire de la politique. Ce fut donc un nouveau groupe de femmes et d'hommes qui, opposés à l'«amendement pour la vie» de la plate-forme républicaine, tentèrent de faire retirer le passage qui déclarait que «les enfants non-nés ont un droit fondamental à la vie qui ne peut être mis de côté». Elles et ils perdirent par 55 voix contre 32. Au lieu d'ouvrir cette question dans le débat général de la convention, plusieurs d'entre elles tinrent une conférence de presse au cours de laquelle elles louèrent la «plate-forme progressiste» et déclarèrent leur soutien à Georges Bush.

La facilité avec laquelle féministes et anti-féministes avaient pu faire adopter leurs positions dans chaque parti provenait des changements intervenus à l'intérieur de ceux-ci. La réforme à l'intérieur du Parti démocrate le changea de coalition de partis issus d'Etats et machines locales en un ensemble national. Les syndicats maintenaient leur influence, mais avec le temps, ils durent la partager avec d'autres groupes minoritaires dans le parti comme les femmes, les homosexuels et lesbiennes et autres qui avaient désormais une capacité d'élire des délégués, à trouver des financements et à conduire des luttes entre deux élections pour faire changer des articles de la plate-forme et les règles de fonctionnement.

Malgré sa culture politique, qui était traditionnellement contraire à l'organisation de groupes d'intérêts en son sein, le Parti républicain a vu l'émergence d'un puissant groupe d'intérêts, la nouvelle droite chrétienne. Dans les années 70, des pasteurs furent recrutés par des républicains très à droite à la recherche de nouvelles troupes. Ces nouvelles recrues convainquirent leurs bases profondément religieuses de surmonter leur répugnance vis à vis de la politique et de rompre avec leur traditionnel vote en faveur des démocrates. Politisés par la légalisation de l'avortement, les chrétiens évangéliques ont commencé par rejoindre le Parti républicain pour soutenir Ronald Reagan en 1980. Pat Robertson, membre de la direction de la campagne présidentielle, les organisa pour qu'ils deviennent délégués à la convention de 1988. Pas très bien accueillis par les républicains les plus traditionnels qui les trouvaient assez «déclassés», ils se firent accepter à contrecœur en raison de leur pugnacité, de leur niveau d'organisation mais aussi de leur nombre.

De fait, depuis 1992, la droite chrétienne a gagné la même hégémonie sur les questions sociales à l'intérieur du Parti républicain que les groupes d'influence progressistes ont pu l'obtenir dans le Parti démocrate. Ils ont non seulement écrit la plate-forme mais également élaboré la ligne du parti.

Malgré une évolution divergente, les partis républicain et démocrate conservaient quelques thèmes communs lors de la tenue de leurs conventions respectives. En premier lieu, la recherche de l'harmonie en leur sein. La plupart des protestations, et il y en eut beaucoup cette année là, provenaient de groupes situés à l'extérieur qui considéraient que ces conventions

étaient en premier lieu un moment de toucher la presse, puisque les possibilités d'influencer les délégués venus de tout le pays étaient faibles. L'avortement était la question première qui n'était plus considérée comme une «question de femmes» ou en un thème de discussion ; l'avortement était devenu un profond conflit moral sur lequel les élections pouvaient être gagnées ou perdues et à propos de laquelle toute déviance par rapport à la ligne du parti devenait une tentative de trahison. Pour les femmes, dans chaque parti, cependant, se faire élire prit plus de temps que de parler du droit de choisir. En effet, faire connaître les candidates et trouver des fonds pour les soutenir ont été des activités qui ont été plus importantes durant ces conventions que les précédentes. Dès lors, les femmes chargées des finances étaient plus considérées que celles qui prenaient la parole.

La nouvelle contestation fut portée dans le Parti démocrate par le Caucus des homosexuels et lesbiennes qui regroupa 104 délégué(e)s (...). Les féministes n'avaient pas de demandes particulières. Elles appréciaient la plate-forme et les discours. Contrairement à Dukakis en 1988, Clinton honora les femmes du parti en faisant son seul discours improvisé lors de leur rencontre du mardi matin. NOW, qui habituellement apportait une voix de désaccord, resta en dehors. La présidente nationale Patricia Ireland était au Kenya lors de cette semaine. La seule voix dissidente fut celle de Jerry Brown et il fut largement ignoré.

### **Now abandonne le Parti démocrate**

A la convention républicaine, il y eut beaucoup de pressions sur l'avortement mais c'était un rideau de fumée. Les quelques déléguées *pro-choice* n'étaient pas organisées ou même enclins à s'opposer au président sur cette question. Gêner le président en affirmant une opposition publique n'est pas considéré comme un authentique comportement républicain (...). De son côté, la droite resta calme puisque même avant que la convention commence, les spots publicitaires du parti ou les appels à voter en faveur du Président étaient le plus souvent «gérés» par le révérend Pat Robertson. Les moments les plus vivants à la convention républicaine ont été lors des interventions des militants d'ACT-UP, qui déguisés en journalistes ou en délégués républicains, firent irruption pendant un discours.

La recherche de l'harmonie interne n'empêcha pas l'avortement, tant pour ses partisans que pour ses opposants, d'être une question dominante. Mais c'est seulement lors de la convention républicaine que des voix dissidentes vis à vis de l'orthodoxie établie s'élevèrent. (...) Comme dans le passé les démocrates permirent une pétition «*pro-choice, pro-Clinton*» de circuler parmi les délégués, alors qu'au même moment six femmes du Parti républicain annonçaient leur soutien à Clinton depuis le podium de la convention. Cette présence signifiait en réalité que les démocrates ne considéraient pas la question du droit à l'avortement comme une question de principe ou comme un témoignage de reconnaissance vis à vis de leur base. Ils étaient plutôt convaincus que c'était une façon de gagner les élections. (...)

Now avait choisi d'être présente à New York et à Houston où les deux partis avaient réunis leurs partisans, pour faire face à *Operation Rescue* (Opération sauvetage, OR) qui projetait d'envoyer des milliers de manifestants à la convention démocrate pour obtenir la fermeture des cliniques pratiquant l'avortement. Pendant les quatre années précédentes, OR avaient mobilisé ses adhérents dans tout le pays pour des opérations du même type. Aussi NOW et son organisation sœur *Feminist Majority Foundation*, fondée par l'ancienne présidente de NOW, Ellie Smeal, décidèrent de

concentrer leurs efforts sur New York et Houston. A New York, avec l'aide de la *New York Clinic Defense Task Force* (Groupe de défense des cliniques de New York), une coalition déjà ancienne de groupes féministes, 5000 personnes s'engagèrent pour la défense des cliniques. Quelques jours avant le début de la convention, 200 à 2000 défenseurs se réunirent chaque jour à 17 heures pour se répartir autour de dix cliniques choisies comme lieux de mobilisation. Reconnaissables à leur veste orange – les responsables de groupe portant une veste jaune – les défenseurs étaient coordonnés entre eux par des téléphones cellulaires, en liaison avec un centre secret qui centralisait les informations. Des patrouilles sillonnaient les rues à la recherche des OR, et le cas échéant des groupes de défenseurs étaient dirigés vers les points menacés. Cette organisation très élaborée à New York interdit pratiquement à OR d'apparaître à l'exception d'une douzaine de ses militants qui se risquèrent à approcher une clinique. Sur demande de l'État de New York, il fut interdit aux défenseurs de se tenir à moins de trois mètres des cliniques. La seule action de la part d'OR qui fit la une des journaux fut la tentative de remettre à Clinton un fœtus dans un bocal.

A Houston, NOW et ses sections locales réunirent, avec le Planning familial, 2500 défenseurs. Cinq sites à protéger furent choisis et les défenseurs pendant deux semaines se retrouvèrent tous les jours. Dans cette ville, les militants d'OR étaient plus nombreux et mieux organisés. Malgré l'injonction les obligeant à se tenir à plus de 20 mètres des cliniques, plusieurs centaines d'OR, la plupart venus de Californie, portant des T-shirts à l'effigie de la convention républicaine, et conduit par le révérend Keith Tucci, marchèrent, prièrent et prirent d'assaut des cliniques comme leurs dirigeants leur en donnèrent l'ordre. (...)

Cette actions eurent les honneurs de la presse locale, mais contrairement à New York, elles ne reçurent pas le soutien des candidats locaux. Ainsi, une marche organisée sur le pont de Brooklyn par la NARAL (Ligue pour le droit à l'avortement) et la WHAM (Mobilisation pour l'action en faveur de la santé des femmes), une semaine avant la convention démocrate, n'attira que 500 participants parmi lesquels se trouvaient trois des quatre candidats démocrates au Sénat. Deux d'entre eux, Géraldine Ferraro et Robert Abrams se joignirent au blocage de la circulation routière sur le pont de Manhattan. Une douzaine de candidats de plusieurs États, hommes et femmes, soutenu par NOW, se joignirent de leur côté à la défense d'une clinique. Les seuls républicains qui soutinrent, à Houston, la défense des cliniques furent quelques jeunes femmes, membre des *Republicans for Choice* et de la *National Coalition Republican Coalition for Choice*.(...).

A l'issue d'une conférence de presse à Houston sur l'action menée en faveur des défenses de cliniques, Patricia Ireland, expliqua que NOW avait boycotté les deux conventions : «Les deux partis sont sans intérêts» souligna-t-elle. NOW avait préféré participer, les 29-30 août, à la fondation du nouveau Parti du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette organisation, qui avait cherché, en 1984, à jouer un rôle majeur dans le Parti démocrate, cédait ce rôle de promoteur du combat féministe à l'establishment féministe de Washington, et plus particulièrement à la NARAL qui convoitait cette place et au NWPC qui compte dans ses rangs des femmes des deux partis, même si ses relations avec le Parti républicain sont faibles et avec ses dirigeants inexistantes. En réalité, NOW n'a pas encore complètement décidé si elle devait se joindre aux autres groupes mécontents pour jouer le rôle de flanc gauche du Parti démocrate et pousser ainsi le parti plus à gauche ou de choisir de ne pas participer à la politique de ce parti.

## De nouveaux reclassements

De façon symbolique mais aussi substantielle, les deux partis ont adressé des messages clairs sur les approches politiquement distinctes qu'ils représentent. Depuis bien longtemps l'un et l'autre se concurrencent pour occuper le même centre, et développent une même variation sur le même thème. Les démocrates ont annoncé l'arrivée d'une nouvelle équipe de mâles blancs du Sud qui ont des liens étroits avec le très modéré *Democratic Leadership Council*. Encore que dans leur plate-forme et leur discours, ils articulent valeurs et positions politiques qui, il y a vingt ans encore, auraient été considérés comme très radicaux (avortement) ou même impensables (droit des homosexuels) comme s'ils y croyaient eux-mêmes.

La liste républicaine combine un produit d'ancien et de nouveau (...). Quoique les républicains aient dirigé un deux cycles d'élection de plus que les démocrates, ils se sont également entièrement transformés par l'arrivée de nouveaux acteurs venus avec leur propre programme. Mais cela s'est effectué par des processus différents qui sont propres aux structures et cultures de chacun des partis. Le Parti démocrate est pluraliste, avec de multiples centres de pouvoirs qui entrent en compétition pour capter les voix des adhérents en vue de faire aboutir leurs vues auprès des dirigeants. Contesté par les mouvements des années 60, ce parti a suivi sa stratégie habituelle de cooptation dans la coalition démocrate, changeant par là-même la nature de la coalition. Ces groupes se sont suffisamment bien organisés et sont suffisamment déterlinés pour revendiquer une hégémonie sur les questions qui les concernent au premier chef. Les féministes, en particulier, ont défendu de façon large la «sphère du privé» dans le programme et convaincu les démocrates que le gouvernement avait la responsabilité de redresser ce qu'il y avait de mauvais dans la vie privée et d'équilibrer le poids d'une structure sociale inadéquate.

Le Parti républicain est une coquille vide. Il est dirigé par une élite sociale et économique qui utilise l'argent, un savoir-faire professionnel et des positions institutionnelles pour faire élire ses candidats et influencer les choix politiques. Ses organisations au niveau des États sont très faibles comme le reflète son incapacité à les contrôler même lorsqu'un républicain est à la Maison-Blanche. A la fin des années 70 et au début des années 80, les leaders de la droite chrétienne ont été courtisés par ce parti, non pour relever les nouveaux défis mais pour gagner de nouveaux secteurs de salariés et pour faire face à la domination des démocrates dans le Sud. En échange, les leaders du parti et l'administration Bush-Reagan leur ont abandonné tous les terrains touchant la famille et la sexualité ; un «périmètre» considéré comme peu important pour l'activité du parti, mais qui était central pour les doctrines évangéliques. Sous l'influence des plus expérimentés leaders de la droite la plus dure en matière de stratégie politique, la droite chrétienne s'est développée au point de pouvoir prétendre à ce que ses revendications soient placées au centre du programme républicain : les «valeurs familiales» sont ainsi devenues le thème central.

Au cours des vingt dernières années, un reclassement des élites est intervenu au sein et entre les deux partis. De nouveaux acteurs sont intervenus à l'intérieur de chacun des partis, pour des raisons



différentes, à des moments différents mais sur des programmes opposés. Chacun a réussi à prendre le contrôle de domaines politiques qui, à leurs yeux, étaient les plus importants. En conséquence, les partis se sont polarisés sur des questions » – rôle des genres, comportement sexuel, reproduction, prise en charge des enfants, structure familiale, intersection des obligations professionnelles et familiales, service militaire – qui, il y a vingt ans, n'étaient pas considérées comme des questions politiques ou des questions relevant des partis. D'autres questions déjà présentes dans les programmes – race, politique sociale, éducation – ont été transformées par ces nouvelles questions

Une autre conséquence a été le changement de l'appréciation que les présidentiables pouvaient porter sur ces questions afin de se mettre en adéquation avec les électeurs (...) [qui] ont commencé à évoluer : les féministes ont voté pour les démocrates et les évangélistes pour les républicains. Pour les vingt prochaines années, ces changements vont travailler profondément les partis et les structures politiques et provoquer éventuellement des reclassement électoraux. Les féministes ont une longueur d'avance. Beaucoup de femmes ont acquis une formation politique ; beaucoup d'argent a été réuni pour les faire élire ; beaucoup d'hommes se présentent aux élections sur des programmes féministes – ou pour le moins ne s'y opposent pas – afin de gagner les élections. Au cours de la convention démocrate de 1992, il est apparu clairement que placer des femmes – de préférence féministes – à des postes constituait une priorité. Lorsque les femmes sont élues à des postes au niveau de l'État ou au plan local, des études montrent que leurs priorités sont différentes de celles des hommes (...).

La droite chrétienne a aussi compris l'importance de faire élire les siens au niveau local. Plus que les féministes encore, elle utilise les structures partidaires existantes pour atteindre ses buts politiques. En 1989, Pat Robertson a créé la Coalition chrétienne pour obtenir un «contrôle actif» du Parti républicain à partir de sa base. Accéder à Washington affecte seulement la politique nationale. Beaucoup de questions, sur lesquelles ces chrétiens veulent agir, sont traitées au plan local. Contrôler le Parti républicain constitue un appréciable véhicule pour organiser le «retour de l'Amérique à ses racines chrétiennes». Pour ce faire, la Coalition chrétienne a utilisé la tactique traditionnelle de révolte propre au camp démocrate, qui, conduite par des idéologies engagées, prône la construction d'organisations à vocation de masse, à travers un réseau d'Églises évangéliques (...). Etant donné le manque de participation qui affecte les instances locales du parti et l'existence de ce réseau, il n'a pas été difficile d'en prendre le contrôle. Les républicains les plus traditionnels qui n'aiment ni le style ni le programme de la droite chrétienne n'ont pas de troupes. «Les valeurs familiales» ne furent pas le thème gagnant lors des précédentes élections ; elles furent éclipsées par l'état désolant de l'économie. Mais pour la droite chrétienne, les valeurs de la famille ne sont pas un slogan avec lequel on gagne les élections ; elles condensent ce pourquoi ces gens sont entrés en politique en première ligne. Pat Buchanan, catholique – qui vient de la vieille droite dure et non de la nouvelle droite religieuse – a le mieux décliné cette conception lorsqu'il déclara devant

les délégués républicains : « Pour cette élection, il ne s'agit pas de savoir qui recevra quoi. Il s'agit de savoir qui nous sommes. C'est-à-dire ce que nous croyons, ce que nous voulons pour les Américains. Une guerre de religion dont l'enjeu est l'âme de l'Amérique a lieu dans notre pays. C'est une guerre culturelle qui, comme l'était la guerre froide, est vitale pour la Nation que nous serons un jour. Le féminisme radical qui est à la base du programme de Clinton & Clinton imposera à l'Amérique les avortements à la demande, les droits des homosexuels, la discrimination contre les écoles religieuses, les femmes aux postes de combat dans l'armée. Ce n'est pas un chagrement que nous pouvons tolérer dans une Nation que nous considérons encore comme le pays de Dieu ».

Si Buchanan a raison, et je pense qu'il a raison, les reclassements qui vont intervenir dans les vingt prochaines années transformeront la nature de l'affrontement des partis pour évoluer vers une posture de « guerre civile larvée ». Les partis et leurs candidats porteront un ensemble de valeurs conflictuelles. Le gagnant décidera du rôle du gouvernement ou des gouvernements dans notre système fédéral en développant ses valeurs. La culture, et non les classes ou l'économie, sera l'enjeu du grand débat du XXI<sup>e</sup> siècle.

Titres et intertitres de la rédaction

## ***Découvrez l'autre Amérique***

### ***L'autre Amérique, n° 0***

Les gangs de Los Angeles produisent un plan alternatif  
Bloods and Crips, together for ever  
La Mujer obrera, un syndicalisme atypique  
La dépression qui vient.  
Dolorès Trevizo, Mike Davis, Phil Kwick, James O'Connor

### ***L'autre Amérique, n° 1***

Chinatown, les salariés s'organisent  
Los Angeles, une rébellion urbaine.  
Ken Wong, David Li, Mike Davis...

### ***L'autre Amérique, n° 2***

Malcolm X, contenu et image  
Réflexions sur l'héritage de Malcolm  
Angela Davis, Manning Marable, Daniel Guérin.

### ***L'autre Amérique, n° 3***

Labor Goes global  
Sauver les emplois dans l'automobile et sauver les  
communautés : un impératif américain.  
Coopération contre collaboration  
Mary McGinn, Kim Moody, Jerry Tucker, Labor Research Review

### ***L'autre Amérique, n° 4***

Les pionniers de la nouvelle alliance  
Decatur, Illinois  
Oscar Wilde : A rediscovered radical

### ***L'autre Amérique, n° 5***

Still Black, Still Strong  
Moi, Dhoruba Bin Wahad, survivant d'une guerre menée  
par l'État américain contre les révolutionnaires noirs

### ***L'autre Amérique, n° 6***

Le mouvement pour la justice environnementale  
dans le Sud  
Southern Organizing Committee, Pat Bryant

Le numéro : 25,00 francs - 5 numéros : 100 F  
Règlement à l'ordre de Syllepse  
42 rue d'Avron - 75020 Paris

COME TO DECATUR JUNE 25th

NEWS FROM THE

WAR

STALEY WORKERS' S

Vol. 1 No. 3

## ZONE DE GUERRE

Decatur, Illinois

Dans le numéro 4 (septembre 1993) de *L'autre Amérique*, nous avons rendu compte d'une grève qui avait éclaté quelques semaines auparavant aux usines Staley's à Decatur, Illinois. Les ouvriers de cette entreprise sont toujours lockoutés et la direction a refusé par trois fois, lors de négociations, d'accéder aux revendications des salariés. Rappelons que Staley appartient à la multinationale Tate & Lyle qui fabrique des édulcorants de synthèses pour l'industrie agro-alimentaire mondiale.

Nous avons souligné à l'époque l'intelligence de la stratégie choisie par les Staley's. Stratégie qui reposait sur le choix clairement établi d'isoler socialement et économiquement la direction de la société en s'attaquant à ses principaux actionnaires (banques, assurances) par l'intermédiaire d'une campagne de boycott actif de ceux-ci.

Cette campagne leur avait permis de construire de nouvelles alliances de solidarités actives avec des partenaires (mouvements de consommateurs, de femmes...) intéressés eux aussi à combattre ces institutions financières. Le boycott de la compagnie d'assurance *State Farm* fut un moment essentiel de cette construction d'alliances. «Leur solidarité contre la notre» proclame les Staley's : ce fut alors le fil conducteur de la lutte.

Depuis, l'affrontement s'est durci avec les traditionnelles violences policières contre les travailleurs en lutte. Mais le soutien aux Staley's s'est également élargi. L'entrée en scène aux côtés des grévistes de la communauté afro-américaine de la ville s'est produite en décembre 1993 lorsque des membres afro-américains de la section syndicale 7837 ont popularisé la lutte au sein de leur communauté en publiant deux pages entières sur le conflit dans *The Voice*, le journal afro-américain de la ville. Au cours de la *Martin Luther King Parade* d'avril dernier, le cortège des Staley's fut l'un des plus importants et de nombreux ouvriers blancs y ont participé. Des représentants locaux des Églises catholique se sont également récemment engagés aux côtés des grévistes. Outre les prières collectives pour le succès de la lutte et les chaînes de solidarité organisées pour la victoire des Staley's, ces religieux se sont engagés publiquement et pratiquement en faveur des ouvriers de Staley's. En mai dernier, quatre sœurs et un prêtre ont été embarqués par la police pour avoir pénétré dans l'usine. «Je m'identifie avec le mouvement

**MARCH & RALLY FOR JUSTICE!**



# SOLIDARITY REPORT

JUNE 1994

ouvrier» explique simplement le Père Martin Mangan qui dénonce «ces multinationales qui essaient de détruire systématiquement les syndicats».

Dans tout le pays, des comités de soutien ont été créés, chacun sentant qu'à Decatur, une bataille importante pour le mouvement ouvrier américain est engagée. «L'été sera chaud à Decatur» promettaient les Staley's à la veille de la manifestation du 25 juin où plusieurs milliers de participants étaient attendus et sur laquelle nous n'avons pas encore reçu d'informations. Lors de la précédente manifestation, le 4 juin, quarante-huit personnes avaient été arrêtées par la police dont trois prêtres pour avoir bloqué la circulation routière.

Mais laissons la parole aux Staley's eux-mêmes. Nous reproduisons dans les pages qui suivent des extraits du numéro de *War Zone* (Zone de guerre) de juin 1994, le journal édité par les Staley's.

Nos lecteurs qui souhaiteraient envoyer des messages de soutien aux Staley's y trouveront tous les renseignements nécessaires. Ceux qui souhaiteraient leur apporter leur solidarité financière peuvent nous adresser leurs chèques en mentionnant «Soutien à Staley's» (chèques à l'ordre de Syllepse). En liaison avec la section syndicale 7837, nous leur ferons parvenir votre soutien.

**COME TO DECATUR JUNE 25th \* MARCH & RALLY FOR JUSTICE!**

**NEWS FROM THE**



**STALEY WORKERS' SOLIDARITY REPORT**

Vol. 1 No. 3



JUNE 1994

*48 Arrested in Solidarity Sit-down*

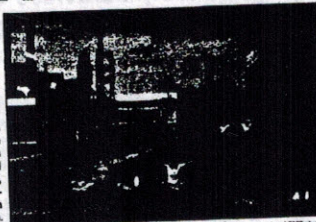
## MASS ARRESTS AT STALEY PLANT GATES

by Steven Ashby

"We're saying, No More Injustice!" said Rev. Martin Mangan of Decatur's St. James Catholic Church as Decatur police arrested him for blocking A.E. Staley's plant gates on June 4, 1994.

Father Mangan was among 48 supporters of the locked-out Staley workers who were arrested and charged with mob action, obstructing police, and trespassing for sitting down in front of Staley's plant gates. Trucks and scabs were stopped for three hours by the protesters, who also sat-down and shut-down Eldorado Street in front of the plant. During the action 500 UPIU/AIW 7837 Union members and supporters surrounded the gates while chanting, singing, and shouting their support.

Wave after wave of sit-downers calmly marched onto company property, joined hands, raised them high symbolizing their unity and strength. Then as the crowd cheered, they sat down in unison. With 48 arrests, this was the largest civil disobedience protest in the history of Decatur. The June 4th action is part of the struggle's Spring Offensive leading up to the massive June 25th March and Dem-



June 4, 1994 in front of the Staley plant gates.

Local 7837 photo

onstration, marking the one-year anniversary of the brutal lock-out.

### Sit-downers From Ten Unions

Among the sit-downers putting themselves on the line (or, literally, over Staley's yellow property line) for justice for UPIU/AIW 7837 were: six clergy; six spouses and relatives of locked-out workers; Staley Worker Solidarity Committee members from Chicago, Indianapolis, Springfield, St. Louis, and Champaign;

unionists from IBEW, AFSCME, SEIU, USWA, UPTU, OCAW, IEA, ACTWU, the Newspaper Guild —and nine UAW Caterpillar workers. Designed as a demonstration of the breadth of support for the Staley workers, no Local 7837 members were arrested in the action.

Leading the first wave of protesters that sat down under the hot June sun was Father Mangan with Rev. Darren Cushman-Wood, East Tenth United Methodist Church of Indianapolis; Larry Solomon, President of UAW Local 761 at Caterpillar, Decatur; and Buddy Maupin, AFSCME

Continued on Page 6

**On June 25th 1994 ...**  
**CALL IN THE TROOPS...**  
**It's War! National Mobilization**  
**for the Locked-Out Staley Workers**

**WHAT:** Solidarity March & Demo at the A.E Staley Plant.  
**WHEN:** Saturday, June 25th, 12:00 Noon  
**WHERE:** Meet at UAW Local 751 (Caterpillar workers)  
 2365 East Gadsden Avenue Decatur, Illinois. We will march 1 mile from there to the Staley plant and corporate headquarters at 2200 East Eldorado. (Call 217/876-2266 for details.)

The 760 workers of UPIU Local 7837 have been locked out of their jobs by the A. E. Staley Manufacturing Company since June 27th, 1993. This lockout is one of the meanest, dirtiest, and longest in corporate America's war against U.S. workers. On June 25th, the 1 year anniversary of the lockout, Local 7837 invites you to join our members, the brothers and sisters of the Caterpillar struggle and thousands of other unionists and friends

of labor for demonstrations and direct actions at the Staley Plant and Corporate Headquarters. The specific activities at the plant are still being planned. But we can tell you this: when thousands of workers descend on Decatur to vent their anger at one of the greediest anti-worker companies in the country, it will send shock waves around the boardrooms of corporate America.

**On the one year anniversary of the Staley lockout...  
 Let the Power of Labor Come Down on Staley!**

**Invited Speakers:**

- (partial list)
- Jesse Jackson**  
 National Rainbow Coalition
- Diana Kilmury**  
 Vice-President  
 International Brotherhood of Teamsters
- Cecil Roberts\***  
 Vice-President  
 United Mine Workers of America

**NEED HOUSING FOR THE MARCH & RALLY?**

- Some suggested contacts:
- Scott Walden 800-526-1224
  - 430 Peabody Pl.
  - Condon Inn 217-876-1166
  - 154 Barrett Ave., Peoria
  - Days Inn 800-326-7488
  - 333 N. Wyckoff Pl.
- Other options (no on-site visit):
- Union members' houses
  - Local Union halls (for those with sleeping bags)
  - Camping (union members' lots and campgrounds)
- For more information, or to reserve a space, call 217-876-2266

UPIU Local 7837, AFL-CIO (formerly AMW Local 857) • 2882 North Dinneen, Decatur, Illinois 62526 217/876-7006

**25 juin 1994...  
 MOBILISATION DES TROUPES...  
 C'est la guerre !**

**Mobilisation nationale pour les ouvriers lockoutés**

Les 760 ouvriers de UPIU Local 7837 ont été lockoutés par la Compagnie Staley depuis le 27 juin 1993. Ce lockout est une des attaques parmi les plus indignes et les plus violentes que l'Amérique des firmes a lancé dans sa guerre contre les travailleurs des États-Unis.

Le 25 juin, date anniversaire du lockout, la section syndicale 7837 vous invite à la rejoindre avec les frères et les sœurs en lutte de Caterpillar, et les milliers d'autres syndicalistes et amis des travailleurs pour manifester devant l'usine et le siège de Staley.

Ce que nous allons faire ce jour là devant l'usine est d'ores et déjà prévu. Mais nous pouvons vous dire que quand des milliers de travailleurs marcheront à Decatur pour laisser éclater leur colère contre une des compagnies les plus avides et les plus anti-ouvrières du pays, cela fera des vagues et secouera les salles de réunion des conseils d'administration de l'Amérique des firmes.

**QUE LA FORCE DU MOUVEMENT OUVRIER  
 DESCENDE SUR STALEY !**

UPIU Local 7837, AFL-CIO  
 2882 North Dinneen  
 Decatur, Illinois 62526 217/876-7006  
 États-Unis

Miller Brewing Company  
A 100% ABE made  
products in its  
plants.  
Please send a letter  
to Miller CEO,  
c/o John McDonough



**Miller Beer:**

**Dump  
Staley!**

Miller Beer brags about being an All-American  
micro-estate beer. Still, as a principal customer of  
A.E. Staley, Miller is today knowingly purchasing  
and using snab-made ingredients in its products.

Unionists and fair-minded people throughout North  
America are urged to communicate with the Miller  
Brewing Company:

c/o John McDonough, Chairman & CEO  
Miller Brewing Company  
3233 West Highland Boulevard  
Milwaukee, WI 53221

*The message to Mr. McDonough should be simple.*

Miller can't have it both ways, union worker loyalty to its products and  
Staley/Tate & Lyle's unfair-treating, at the same time.

**DROP STALEY!**

**Other Staley customers to communicate your concern to:**

**Brach Candy**

Federal Centre, CEO

1 Tower Lane

Oak Brook Terrace, IL 60181

**Coca Cola**

Roberto Goetzels, CEO

One Coca Cola Plaza

Atlanta, GA 30313

**J.M. Smucker Company**

Paul H. Smucker, Chairman

Strobelly Lane

Orville, OH 44867

*Ask these companies to stop buying Staley products  
until Staley/Tate & Lyle ends the Decatur Lock-Out*

Les brasseries Miller utilisent des ingrédients fabriqués par  
des briseurs de grève. Ecrivez à Miller.

Les brasseries Miller prétendent que leur bière est 100%  
fabriquée par des ouvriers américains syndiqués. Mais Miller  
est aujourd'hui l'un des principaux utilisateurs de produits  
fabriqués dans des usines employant des briseurs de grève.

**BRASSERIE MILLER**

**DÉBARRASSEZ-VOUS DE STALEY**

Le message au PDG de Miller est simple: Miller ne peut  
prétendre avoir à la fois la loyauté syndicale pour sa  
production et la persécution syndicale de Staley/Tate & Lyle

**JETEZ STALEY !**

Voici quelques uns des autres clients de Staley :

les bonbons Brach, Coca Cola, JM Smucker

**Exiger qu'elles arrêtent d'acheter Staley**

**jusqu'à ce que le lockout cesse à Decatur**

*CAT Struggle Back On Front Burner*

**NEW CATERPILLAR STRIKE LIKELY**

Central Illinois first  
union proclaimed a  
"War Zone" on billboards  
erected by the UAW during  
the long and bitter  
strike of 1991-92. Even  
though they returned to  
work under the imposed  
terms of CAT management's  
last offer, the war  
at Caterpillar has raged  
on. After many months  
of "in-plant" resistance,  
ignited recently by a  
series of short Unfair  
Labor Practice job actions,  
CAT workers are now  
back on strike and saying  
outside on  
billboards that "CAT's  
day of reckoning" is  
drawing closer.

Following a massive May 7, 1994  
rally in Peoria, where over 10,000  
CAT workers and supporters  
renewed their ringing call for  
justice and a fair contract,  
a new phase of this long struggle  
began. Noting that "inventories  
are down, and demand for CAT  
products are up," Decatur CAT  
Local President Larry Solomon  
said, "Our members know that  
the process is on management's  
side. They're ready to take  
action."



Cat workers block street in front of Staley, June 6, 1994.

Caterpillar management has had  
58 separate Unfair Labor Practice  
(ULP) complaints issued against it in  
the long outstanding dispute. Union  
workers engaging in a ULP strike can  
not be permanently replaced by scabs and  
Caterpillar's lawlessness places this  
struggle in that category. Local  
leaders throughout the Caterpillar  
system recently traveled to the  
Detroit UAW headquarters to report  
on rank and file strength to UAW  
President Owen Bieber and Secretary-Treasurer  
and Ag. Impairment Director, Bill

is about both of our struggles!" As  
confirmation of this fact, Larry  
Solomon and eight other Caterpillar  
workers were among those arrested at  
the June 4th sit-in in front of the  
Staley plant.

The entire North American  
Labor Movement has a stake in the  
outcome of both the Caterpillar and  
Staley struggles. That's why, on  
June 26, 1994, the entire Labor  
Movement should— Come to  
Decatur!



Scenes from the Dr. Martin Luther King, Jr.  
March For Justice in Decatur on April 8, 1994.

**COMMUNITY MARCH  
FOR JUSTICE**

APRIL 8, 1994



## **Vous pouvez les aider en ADOPTANT UNE FAMILLE DE LOCKOUTÉS**

Les syndicats de Decatur ont besoin de l'aide de tout le mouvement ouvrier pour vaincre. Leur besoin le plus pressant est le soutien financier pour les familles. Les allocations chômage sont arrêtées depuis le mois de mars.

Vous pouvez nous aider en adoptant une famille de Staley. Nous pourrions ainsi envoyer à chacune des familles une aide financière mensuelle.

Nous avons un besoin urgent de 600 dollars par mois et par famille.

La section 7837, qui lutte contre la persécution anti-syndicale de Staley, lutte pour tout le mouvement ouvrier. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre. Ne laissons pas Staley affamer nos adhérents pour obtenir leur soumission.

Appeler le Comité d'adoption des familles  
au (1) 217 872 2209

L'argent devra être envoyé directement à la famille que vous aurez adoptée. Nous vous indiquerons son nom et son adresse.

ADOPT-A-FAMILY c/o UPIU/AIW Local 7837  
3080 B Kandy Lane  
Decatur, IL 62526  
ÉTATS-UNIS

## **HARCELEMENT POLICIER CONTRE LE SYNDICAT**

Il y a des efforts concertés pour intimider et harceler les travailleurs lockoutés de chez Staley et ceux qui leur apportent du soutien. Cette situation illustre combien la direction de l'entreprise est à même de dicter ses actions à la municipalité de Decatur.

Staley ne lésine pas sur les moyens : contrôles du FBI, arrestations sans mandat, surveillance vidéo des manifestations. En un seul mois, deux douzaines de membres de la section 7837, leurs conjoints et leurs amis ont été traînés devant les tribunaux et risquent d'être emprisonnés.

La Ville de Decatur poursuit la section 7837 pour avoir organisé des piquets devant l'entrée de l'usine. Le syndicat risque des milliers de dollars d'amende. Même un journal comme le *Herald and Review*, dont les opinions anti-syndicales sont connues, a critiqué la municipalité cette violation des libertés démocratiques élémentaires.

Depuis février, date à laquelle 400 personnes ont bloqué les portes de l'usine, la police municipale est équipée de tenues anti-émeutes.

Le 14 mai, trois de nos adhérents ont été condamnés pour « obstruction ». Mis en accusation le 17 juin, ils risquent 1000 dollars d'amende et un an de prison.

Le 25 avril dernier, après que nous ayons organisé un pique-nique de solidarité dans le parc municipal jouxtant le domicile d'un des dirigeants de l'entreprise, la municipalité a émis un arrêté faisant du parc un « parc

réservé aux enfants». Treize syndicalistes ont été inculpés pour avoir «organisé un piquet» devant un domicile.

Le 4 mai, quatre religieuses et un prêtre du *Chicago Eight Day Center for Justice* ont été arrêtés pour «violation de propriété privée» pour avoir demandé au service de sécurité de l'entreprise le droit de visiter les installations en compagnies des travailleurs lockoutés. Les charges ont finalement été abandonnées.

Le 17 mai, le militant syndical Ron Van Scyoc a reçu une injonction du tribunal lui ordonnant d'arrêter de «piqueter» devant l'entrée de l'usine. Alors qu'il refusait d'abandonner son droit constitutionnel à «piqueter», il fut arrêté et inculpé de «refus d'obéissance».

Un militant de la coalition *Campaign for Justice* appartenant à la section 7837 a été interrogé par le FBI et convoqué devant le Grand Jury à Springfield. Cette procédure a été mis en route parce que des lettres anonymes et peu aimables auraient été reçues par le Président de Staley. Le FBI a été mandaté parce que l'utilisation de la voie postale pour menacer quelqu'un est une violation de la loi fédérale.

A Decatur, il est donc illégal de : faire des piquets, de protester pacifiquement, de pique-niquer dans le parc, d'être prêtre ou religieuse devant une entrée d'usine, de participer à toute action de solidarité.

---

## UNE ENTREPRISE SALE ET DANGEREUSE

Allied Industrial Workers of America

**S**taley est aussi brutal avec l'environnement et avec la santé des travailleurs qu'avec les libertés syndicales.

En 1991, L'Agence fédérale chargée de veiller à l'application des normes de sécurité et de salubrité par les entreprises (OSHA) a infligé 16 millions de dollars d'amende aux installations Staley de Decatur. L'année précédente, un ouvrier de maintenance âgé de 44 ans était mort des suites d'une intoxication par des vapeurs d'oxyde de propyle. L'enquête conduite par l'OSHA après ce décès a révélé 298 violations de la réglementation. Pourtant, encore maintenant, la littérature de l'entreprise proclame que «la sécurité est notre priorité».

Mais il n'y a pas que les ouvriers de l'usine qui sont en danger. Les résidents de la ville de Decatur ont aussi des raisons d'être inquiets et de contester l'assertion de la propagande maison. L'Agence de protection de l'environnement a révélé que Staley déversait à Decatur d'énormes quantités de substances toxiques. Les dernières données – qui datent de 1990 – révèlent que 337 500 livres d'éthylène glycol ont été déversées dans l'eau et 11 400 livres d'acide chlorydrique et 12 700 livres d'acide sulfurique dans l'air et dans l'eau. Et ce n'est que ce qui a été révélé !

D'autres entreprises appartenant à Tate & Lyle sont elles aussi connues pour leurs pollutions, comme par exemple à New York ou dans le Montana.

Tout ceci nous montre que Tate & Lyle est loin d'être un modèle de responsabilité sociale. La cause n'est pas l'absence d'argent car Tate, leader mondial de la production de sucre et d'édulcorants, a dégagé 400 millions de dollars de profits pour un chiffre d'affaire de 5,5 milliards en 1991).



## FAISONS SENTIR LE GOUT DU MOUVEMENT OUVRIER A L'AMÉRIQUE DES FIRMES

David Simcha  
*Against The Current*

**L**e syndicat a recherché des alliés. Les services de Ray Rogers, responsable de la *Corporate Campaign inc.* ont été requis (NDT : Il s'agit d'une organisation privée, spécialisée dans la mise en place de campagnes de boycott et de dépréciation d'images des entreprises qui attaquent les droits des travailleurs ou qui polluent). Le but était de ternir l'image de Staley et de l'isoler, notamment en s'attaquant à ses structures financières.

D'autre part, Jerry Tucker – ancien dirigeant de l'*Union of Auto Workers* et animateur de l'aile réformatrice du syndicat de l'automobile – est venu apporter son aide et son expérience. Tucker est en effet un expert dans la stratégie de lutte dans les entreprises et dans les tactiques syndicales au niveau des ateliers (comme par exemple la «grève du zèle», le refus de coopérer avec la maîtrise ou de mettre le savoir-faire ouvrier au service de l'amélioration de la production).

Bien que ces stratégies innovantes – interne et externe – soient évidemment complémentaires, c'est la première fois qu'elles sont mises en œuvre conjointement de façon aussi systématique sur une seule entreprise. (...)

### Corporate Campaign

Le président de Staley a traditionnellement un siège au conseil de la First of America Bank de Decatur. Il a donc été décidé d'appeler au boycott de la banque en question dont les dirigeants déclaraient bien entendu qu'ils n'étaient pour rien dans le lockout. Des tracts ont été largement distribués dans Decatur et dans les entreprises de la ville pour expliquer la situation à Staley, les pratiques de l'entreprise et les menaces qu'elle faisait peser à la fois sur l'environnement, l'économie locale et la santé de ses employés.

Des courriers ont été expédiés aux autres branches syndicales, aux diverses organisations et associations locales, communautaires, religieuses, etc. pour appeler au boycott des institutions financières qui entretiennent des liens étroits avec Staley : «Ne déposez pas votre argent chez ceux qui vous persécutent !». Il était demandé aux organisations diverses de retirer leurs fonds de la banque et de demander à leurs membres et à leurs divers correspondants d'en faire autant.

Dans un courrier public à la direction de la banque, les organisateurs du boycott ont expliqué que les relations financières de l'établissement bancaires avec les briseurs de grève de chez Staley allaient lui nuire et que cela allait au détriment de leurs relations commerciales avec la population.

Une manifestation a ensuite été organisée devant le siège social de la banque à Saint Louis à l'occasion de la réunion des actionnaires. (...)

## Solidarité internationale

Les ouvriers de chez Staley ont reçu un soutien important de la part de 35 syndicats de Grande-Bretagne (siège de la direction de Tate & Lyle, propriétaire principal de Staley), de Belgique et d'Australie. (...)

Stephen Brown, un des directeurs de Tate & Lyle a été contraint à donner sa démission à la suite du boycott.

---

---

### NE METTEZ PAS VOTRE ARGENT DANS LES MAINS DE CET HOMME BOYCOTT DE LA MAGNA BANK

Allied Industrial Workers of America, local 837  
Corporate Campaign

**A** chaque fois que vous faites un dépôt en banque, vous placez votre pouvoir économique et le pouvoir politique qui en découle dans les mains de votre banquier.

Si vous avez un compte à la Magna Bank, un de ceux à qui vous donnez le pouvoir est un «briseur de syndicat» bien connu et un homme des grandes firmes : J. Patrick Mohan, directeur de la banque Magna d'Illinois. c'est lui l'homme clé de la campagne de Staley dans sa campagne de destruction de notre syndicat et de notre communauté.

Les 800 membres de la section 837 de l'*Allied Industrial Workers* vous demande d'envoyer un message clair à Mr Patrick Mohan et ses amis financiers en boycottant la Magna Bank

Dans ses campagnes publicitaires, la Magna se présente comme «la banque de la communauté» dont la vocation est «l'amélioration de la qualité de la vie dans tous les quartiers et dans toutes les communautés». Les liens de Magna avec Staley se font au détriment de la vie des travailleurs de Decatur et sont une menace pour tous les syndiqués du Midwest.

Dites leur que la vie des travailleurs, leur bien-être et celui de leurs communautés ne sont pas des points de second ordre. Cela doit passer avant les hauts salaires des directeurs, avant les dividendes et les profits.

Dites leur que tant que cette banque sera liée aux brutes anti-syndicales, vous ne serez pas leurs clients !

---

---

### N'ACCEPTÉ PAS LES BONBONS DE QUELQU'UN QUE TU NE CONNAIS PAS

Allied Industrial Workers of America, local 837  
Corporate Campaign

**N**ous savons tous cela depuis notre enfance. Il ne faut pas accepter de bonbons de quelqu'un qu'on ne connaît pas !

Il faut vous souvenir de cette leçon avant d'acheter votre prochain paquet de bonbons Domino, ou vos boîtes de sucre Redpath ou encore GW.

Tate & Lyle, la firme britannique qui détient ces labels, est en effet l'ennemi juré du monde du travail et de l'environnement.

**C'est pourquoi nous appelons au boycott  
international de toutes les productions**

## UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS

Steve Fisher  
*Southern Exposure*

**L**e développement dans le Sud peut être défini comme le processus par lequel les habitants de la région agissent pour que l'économie serve au mieux leurs besoins fondamentaux. Ceci comprend :

Le droit à un véritable emploi, non menaçant pour la santé et l'environnement. Le droit à la sécurité économique : sécurité de l'emploi et salaire décent permettant l'accès à un logement décent et à la sécurité sociale. Le droit de participer pleinement aux prises de décision affectant la vie quotidienne ; contrôle démocratique sur le lieu de travail. Le droit à la sauvegarde des identités culturelles.

Cette définition a plusieurs implications importantes. D'abord, elle souligne que le développement est plus un processus qu'un niveau à atteindre pouvant se mesurer uniquement en dollars. Chaque projet devrait être évalué à la fois de façon quantitative et en fonction de critères qualitatifs. Ensuite, elle brise la dichotomie entre les organisations agissant pour le développement économique et celles qui agissent pour la défense des droits et des intérêts des groupes sociaux.

La plupart des groupements de citoyens sont en réalité engagés dans des activités de développement, qu'ils luttent contre les charbonnages ou pour la création d'emplois pour la construction de logements sociaux.

Traditionnellement, ces organisations :

1- agissent pour améliorer les conditions matérielles des personnes à bas revenus au travers de la prise en main de leurs intérêts et par le développement de structures autonomes : coopératives, organismes de prêts, entreprises détenues par les salariés, etc.

2- combattent directement les politiques des entreprises ou du gouvernement.

Des résultats en matière d'amélioration des conditions de travail, de lutte contre la discrimination raciale ou sexuelle au travail, de lutte contre la concentration foncière, les dégâts écologiques, les inégalités fiscales, ou l'absence de logements sociaux, ont été obtenus par les organisations de la catégorie 2. On les qualifie souvent plus de « politique » que d'« économique », mais une telle distinction ne rend pas compte de la signification plus large du développement économique et renforce les faiblesses actuelles de ces mouvements.

Si d'une part les coopératives et autres entreprises alternatives se restreignent à des buts strictement économiques, elles seront intégrées dans le système et étouffées. D'autre part, si les organisations de défense se limitent à une activité d'opposition, elles resteront sur la défensive et seront dans l'impossibilité d'offrir des alternatives qui répondent effectivement aux aspirations et aux besoins immédiats des gens.

Dans l'avenir, les stratégies de développement économique doivent trouver les moyens d'éliminer les tensions entre les organisations de défense et celles engagées dans la création d'entreprises à propriété locale ou salariale. Seule une stratégie intégrant ces deux approches pourra correspondre de façon adéquate aux attentes de la population.

## ORIGINAL FAUBUS FABLES

Charles Mingus

*Charles Mingus Presents Charles Mingus (Candid)*

Oh Lord, don't let them shoot us  
Oh Lord, don't let them stab us  
Oh Lord, don't let them tar and feather us  
Oh Lord, no more swastikas !  
Oh Lord, no more Ku Klux Klan !  
– Name me someone ridiculous  
– Governor Faubus  
– Why is he sick and ridiculous ?  
– He won't permit integrated schools  
– Then he is a fool  
Boo ! Nazi Fascist supremists  
Boo ! Ku Klux Klan !  
– Name me a handful that's ridiculous  
– Faubus, Rockefeller, Eisenhower  
– Why they are so sick and ridiculous ?  
– Two, four, six, eight. They brainwash and teach  
you hate.

Qui était le Faubus ainsi brocardé par Charles Mingus, bassiste, compositeur et chef d'orchestre ?

Orval Faubus, gouverneur de l'Arkansas qui, à partir de 1956, relance avec d'autres politiciens sudistes la croisade pour les « droits » des États.

Il s'éleva contre l'arrêt de la Cour Suprême des États-Unis rendu le 17 mai 1954 dans l'affaire *Brown vs. Board of Education of Topeka, Kansas*. Il y est notamment affirmé : « Dans le domaine de l'instruction publique la doctrine "séparés mais égaux" n'a aucune place. Des installations éducatives séparées sont nécessairement inégales ».

En août 1957, l'école de Little Rock se prépara, contrainte et forcée, à accueillir quinze élèves noirs – escortés par des soldats fédéraux – sur deux mille. La bataille pour l'intégration à Little Rock commence et durera jusqu'à la rentrée de 1959.

C'est à partir de ces événements que Mingus décida d'y consacrer une de ses compositions, au moment même où ils se déroulaient.

La première exécution en aurait été donnée dès septembre 1957 et c'est alors que les paroles auraient été improvisées. *Fables of Faubus*, dans la réflexion de Charles Mingus, couvre une période qui s'étend du boycott des autobus de Montgomery (Alabama) en 1955-1956, à la multiplication des émeutes urbaines, prélude à l'éclosion du Black Power en 1964-1965

Quelques années plus tard, Mingus actualisera sa composition pour en faire aussi des *Fables of Nixon*.

**Sylvain Silberstein**

### Bibliographie :

- *Moins qu'un chien*, Charles Mingus éd. Parenthèse
- *L'Amérique de Mingus*, Didier Levallet, Denis-Constant Martin, éd. P.O.L

## LIVRES & REVUES

Chapour Haghghat, *L'Amérique urbaine et l'exclusion sociale*, PUF, 1994, Paris

L'auteur, qui est maître de conférence à l'Université de Paris et qui a enseigné la sociologie à l'université de New York, examine avec une extrême précision l'évolution des conditions sociales, économiques et politiques qui ont produit la marginalisation croissante des couches les plus défavorisées de la population américaine.

Il étudie la formation des ghettos, l'enfermement des minorités ethniques au centre des grandes villes frappées par la crise industrielle qui aggrave encore la pauvreté, sa répartition inégale géographiquement et ethniquement. Pour l'auteur, l'antagonisme racial demeure un enjeu fondamental de la société américaine. L'échec du *melting pot* est flagrant. Les minorités rejetées, précarisées se regroupent et élaborent de puissantes contre-culture qui pourraient bien être un des moments de la reconstruction d'une conscience collective qui s'articule avec des valeurs universelles. On peut ici retrouver des éléments qui s'articulent parfaitement avec les idées développées par Michel Wieviorka dans son livre, *La démocratie à l'épreuve* (La Découverte).

Le livre se conclut par de très intéressants entretiens avec Calvin Butts (pasteur de l'*Abyssinian Baptist Church* à Harlem), James Garrett (professeur noir de l'université de San Francisco) et Andrew Hacker (professeur à Queens, New York).

Un livre indispensable donc pour mieux connaître la réalité des ghettos et mieux comprendre ainsi non pas seulement les causes de la rébellion mais ses formes et ses modes d'organisation et d'expression.

### *Écologie politique*

Dans son numéro 10 (été 1994) la revue d'écologie politique publie un important dossier consacré aux questions écologiques et sociales aux États-Unis. Les contributions d'Ann Braden (*Southern Exposure*), Patrick Le Tréhondat (*L'autre Amérique*), Andrée Buchman (Les Verts), Alexander Cockburn (*New Left Review*) complètent utilement le dossier que nous avons consacré à la «justice environnementale» dans une précédente livraison de *L'autre Amérique*.

### *Nouvelles questions féministes*

La revue féministe s'est penchée sur l'affaire Anita Hill (*NQF*, vol. 14, n°4, 1993). Laura Cottingham fait le compte rendu des ahurissantes auditions qui avaient conduit en 1991 à la confirmation de la nomination à la Cour Suprême du juge conservateur noir Clarence Thomas en dépit des accusations de harcèlement sexuel porté contre lui par son ancienne assistante Anita Hill, noire elle-aussi.

Christine Delphy analyse la manière dont les médias et l'intelligentsia parisienne ont rendu compte de cette affaire où une quasi 'unanimité s'est faite pour décrédibiliser Anita Hill. C'est ainsi, nous dit-elle, que pour ce microcosme qui prétend régenter notre pensée, «tout ce qui est progressiste aux États-Unis» leur est «insupportable (...), en particulier les progrès certains de la lutte contre le sexisme et le racisme, au moins dans les "mentalités", dans les lois et les règlements intérieurs de certaines institutions comme les universités».

**N**ous connaissons les méfaits et gestes des occupants successifs de la Maison Blanche, des raiders de Wall Street, et plus généralement, du «Système». Mais nous ne savons rien, ou si peu, de l'autre Amérique : celle qui, au cœur de la citadelle, résiste au quotidien et s'essaie à jeter les bases d'une autre société. Cette autre Amérique écrit, filme, chante, lutte, se présente aux élections présidentielles, s'organise et nous interpelle.

**C**ette Amérique-là, on la rencontre dans le mouvement syndical, dans le mouvement féministe, dans les communautés noire et hispanique, dans les mouvements écologiste et homosexuel, sur les campus, dans les unités de l'armée, au sein même du Parti démocrate.

Cette Amérique-là nous intéresse !

**L**e soulèvement de Los Angeles est venu nous rappeler que le gendarme du monde pouvait être un colosse aux pieds d'argile. Loin des caricatures et des idées reçues, des hommes et des femmes de toutes couleurs n'acceptent pas le «modèle américain».

**A**vec *L'autre Amérique*, nous espérons ouvrir – modestement – l'accès à l'information sur la vie, les débats et les combats de ces Américains qui posent des questions similaires à celles que nous nous posons, ici en Europe. Leurs réponses, leurs pratiques, leurs discussions nous concernent.

**O**uvrir un dialogue pluriel avec l'autre Amérique, c'est la raison d'être de cette revue.